Allocutions d'ouverture

Christian Nique

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/2596>

DOI : 10.4000/ries.2596

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 1999

Pagination : 9-11

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Christian Nique, « Allocutions d'ouverture », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne],
24 | 1999, mis en ligne le 23 novembre 2012, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ries/2596> ; DOI : 10.4000/ries.2596

Christian Nique

Messieurs les représentants de monsieur le Directeur général de
l'UNESCO,
Monsieur le Président de la Commission nationale française pour
l'UNESCO,
Monsieur le Recteur,
Monsieur le Secrétaire général de la Commission française,
Mesdames et messieurs les Professeurs et chercheurs,
Mesdames et messieurs,

Je suis particulièrement heureux et honoré d'accueillir aujourd'hui au CIEP autant de hautes personnalités du monde de l'éducation et de la formation.

Vos travaux, vos recherches, vos publications contribuent dans vos pays respectifs au progrès d'une des activités sociales les plus importantes : celle qui consiste à créer les conditions pour que le savoir collectif de l'humanité soit à la disposition du plus grand nombre possible de femmes et d'hommes et pour que les enfants, où qu'ils soient, puissent devenir des adultes maîtres d'eux-mêmes et des citoyens responsables. Soyez les bienvenus au Centre international d'études pédagogiques, qui est en France la « maison internationale de l'éducation », c'est-à-dire un lieu de rencontres, d'échanges, de confrontations, de débats, de formations, sur l'état actuel de l'éducation dans le monde et sur les moyens qui sont utilisés ici et là pour atteindre les finalités éducatives majeures.

L'établissement dans lequel vous vous trouvez, et qui est à votre disposition pour les trois jours à venir, est chargé d'histoire. Il a été construit en 1746 par madame de Pompadour, l'amie du roi Louis XV, qui a ainsi doté la France de la première fabrique de porcelaine. Plus tard, en 1879, le ministre de l'Instruction publique, Jules Ferry, a transformé la fabrique pour en faire la première École normale supérieure de jeunes filles. Puis, en 1946, après la Seconde Guerre mondiale, à l'époque où la volonté de développer l'amitié entre les peuples s'est affirmée partout, le gouvernement français a créé ici un centre où les pédagogues du monde entier allaient pouvoir se rencontrer pour construire ensemble une école pour la paix et le bonheur des hommes. C'est ainsi qu'est né le CIEP : une telle vocation en faisait un lieu naturel pour votre colloque. En vous accueillant, le CIEP répond à sa mission originelle et fondamentale.

Les activités que nous conduisons ici quotidiennement sont d'ailleurs convergentes avec les vôtres. Nous organisons des formations de formateurs et de cadres des systèmes éducatifs, nous analysons l'évolution des dispositifs scolaires, nous participons à des projets de coopération éducative, nous publions une revue internationale d'éducation... Nos chargés d'études, nos formateurs, nos agents ont pour mission, d'une part, de permettre au système éducatif français de s'enrichir par une ouverture aux autres systèmes éducatifs et, d'autre

part, de contribuer aux réflexions et aux actions nécessaires pour développer l'éducation dans le monde. La tâche qui est la nôtre et que nous confie le gouvernement français, et notamment le ministre de l'Éducation nationale, est en fait au service des valeurs et des buts que s'assigne l'UNESCO, dont nous accompagnons, fort modestement mais résolument, les efforts et les combats. Je suis en conséquence particulièrement sensible au fait que l'UNESCO ait confié au CIEP, en partenariat avec la Commission nationale française pour l'UNESCO, la responsabilité de l'organisation du colloque qui nous réunit.

Avec messieurs Jean Favier et Jean-Pierre Boyer, respectivement président et secrétaire général de la Commission nationale française, et au nom de monsieur le ministre de l'Éducation nationale Claude Allègre, je tiens à remercier solennellement l'UNESCO pour la confiance qu'elle nous témoigne en nous chargeant de préparer ce colloque.

Le thème du colloque qui s'ouvre, et que nous devons à John Smyth, est incontestablement un des thèmes cruciaux pour ceux qui souhaitent contribuer à un développement solide et adapté de l'éducation. Le droit à l'éducation est désormais de plus en plus reconnu sur terre. Alors qu'il y a cinquante ans la majorité de la population de la planète n'avait jamais accès à aucun enseignement, la situation, notamment grâce à l'action de l'UNESCO, s'est aujourd'hui inversée. Certes, il y a encore environ 100 millions d'enfants totalement privés d'école et près de 875 millions d'adultes non alphabétisés, mais la tendance historique est incontestablement à la généralisation de l'enseignement. Il y faudra encore beaucoup de volonté politique et de moyens financiers. Il faut donc continuer à agir pour les mobiliser. Mais il est indéniable que le droit à l'éducation est désormais un objectif de plus en plus partagé.

Mais de quel droit s'agit-il exactement ? Du droit à quelle éducation parle-t-on ? Le droit à l'éducation, c'est le droit d'apprendre quoi ? De comprendre quoi ? D'accéder à quoi ? De maîtriser quoi ? Il n'est pas besoin de pousser plus loin les questions pour comprendre que le droit à l'éducation risque d'être peu opératoire si on ne lui donne pas un contenu.

La Commission internationale sur l'éducation pour le XXI^e siècle, présidée par Jacques Delors, a fait progresser la réflexion sur ce sujet. Elle a défini quatre composantes fondamentales du droit à l'éducation : apprendre à connaître, apprendre à faire, apprendre à vivre ensemble, apprendre à être. Chacun de ces domaines, en prenant en compte les réalités d'aujourd'hui, les nouvelles technologies, la globalisation, les besoins du développement durable, l'organisation des sociétés, doivent maintenant être déclinés. Sans ce travail concret, le droit à l'éducation risquerait de rester un droit de principe.

Tenter de donner du sens concret, pédagogique, au droit à l'éducation impose aujourd'hui, à la veille du XXI^e siècle, de prendre en considération une dimension relativement récente : la nécessité d'offrir désormais une possibilité d'éducation tout au long de la vie. Cette dimension, que le rapport Delors a éga-

lement développée, est forcément constitutive du droit à l'éducation tel qu'on peut et qu'on doit l'envisager.

La question que nous allons nous poser au cours de notre colloque est celle de l'éducation de base au ^{XXI}^e siècle. Au fond, nous sommes invités à réfléchir sur ce que doit contenir concrètement l'éducation de base en tant que droit de tout individu et nous ne pouvons le faire qu'en plaçant notre réponse dans la perspective d'une éducation tout au long de la vie. La question, de mon point de vue, se résume ainsi : quel peut être aujourd'hui le contenu d'une éducation de base qui donnerait corps au droit universel à l'éducation et qui notamment permettrait de préparer chacun à s'éduquer tout au long de sa vie ?

Si nous réussissons à avancer quelques éléments de réponse à cette question, nous aurons contribué à faire progresser l'explicitation du droit à l'éducation. Pour cela, nous aurons à envisager les contenus concrets de l'éducation de base, qu'elle soit formelle ou non formelle. Votre expérience, très riche et très diversifiée, favorisera cette nécessaire démarche concrète.

Je vous souhaite, je nous souhaite, un agréable et fructueux colloque.